

L'intérêt de l'approche par les capacités pour le développement socialement durable

Selon le rapport Brundtland (CMED 1989), le développement durable se définit comme un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux idées-clés sont inhérentes à cette notion : la capacité à satisfaire des besoins et l'équité dans les capacités intergénérationnelles.

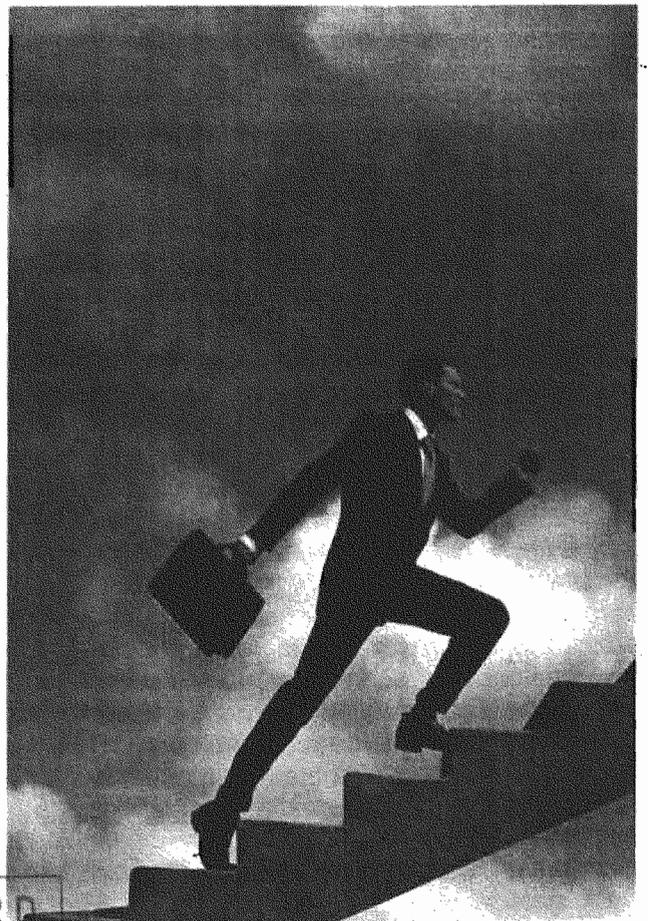
Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, reprend cette définition en insistant sur le fait qu'un développement durable se doit d'améliorer les capacités de la génération actuelle sans compromettre le renforcement des capacités des générations futures (Sen 2000). Il jette ainsi les bases d'une articulation entre un renforcement équitable des capacités et la mise en œuvre d'un développement qui se veut durable en termes sociaux. L'évaluation des politiques correspondantes soulève alors, plus généralement, la question de la mesure des capacités.

Abstract:

According to the 1987 Brundtland's report, sustainable development is a development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs.

Two key ideas are related to this concept: the capacity to satisfy people's needs and equity between intergenerational capacities.

Amartya Sen, Nobel Laureate in Economics 1998, referring to this definition, considers that sustainable development aims at promoting the capabilities of present people without compromising the capabilities of future generation (Sen 2000). He, therefore, sets up the basis for relating the improvement of capabilities with the design of a development expected to be sustainable in social terms. The evaluation of subsequent policies raises then the question of measuring the corresponding capabilities.



LA QUESTION DE LA MESURE

La mesure des capacités des personnes, ou des groupes sociaux, est donc indispensable pour évaluer la durabilité sociale des politiques publiques. Toutefois, mesurer ces capacités présente un certain nombre de difficultés qui viennent de sa définition même. La capacité recouvre, en effet, deux dimensions. Une dimension de capacité réelle, qui retrace ce que la personne réalise effectivement dans un contexte donné, et une dimension de capacité potentielle, qui exprime ce que la personne pourrait accomplir dès lors que ce contexte serait modifié. Cette deuxième dimension recouvre les libertés de choix entre plusieurs alternatives ou opportunités. De ce fait, mesurer la capacité implique de mesurer ces deux dimensions, celle des fonctionnements réalisés et celle des libertés de choix.

La mesure des « fonctionnements réalisés » ne présente pas trop de difficultés. Les enquêtes sur les ménages, qui recueillent des informations sur les conditions de vie, permettent l'élaboration d'indicateurs multidimensionnels combinant, de manière synthétique, les différents fonctionnements. Dans ce cas, le problème réside dans la détermination d'une pondération des différents fonctionnements, et notamment de ceux qui sont les plus déficients. On peut alors procéder de plusieurs manières : en fixant les pondérations de manière arbitraire, sur la base de discussions entre experts, en utilisant l'analyse factorielle qui détermine les pondérations en fonction des différences entre les individus, etc.

Par contre, la mesure de la dimension « libertés de choix » soulève de multiples difficultés, d'ordre théorique mais également méthodologique. Il est en effet difficile de mesurer des variables relatives à des situations qui demeurent possibles, mais ne se sont pas encore réalisées. Il faut déduire, sur la base d'informations déjà existantes dans la population, les capacités potentielles des personnes qui, dans un contexte particulier, auraient une certaine probabilité de réalisation. Ceci requiert la mise au point de méthodes innovantes.

Plusieurs voies sont actuellement explorées. Certaines portent sur la recherche de variables approximant (sous forme de « proxies ») les possibilités alternatives de choix.

Elles concernent les aspirations des personnes, leur perception d'une situation donnée, leur sentiment de réussite ou d'échec. D'autres méthodes visent à induire des capacités potentielles, à partir de la panoplie des fonctionnements qui ont été réellement observés. Elles font alors appel à la théorie des ensembles flous, aux modèles de variables latentes ou aux méthodes statistiques comme le *bootstrap* et le *jackknife*.

Entre générations se pose aussi le problème d'une répartition équitable des capacités. Or, ceci peut ne pas avoir lieu s'il y a une transmission inéquitable dans les éléments constitutifs des capacités. Les causes peuvent en être exogènes, comme c'est le cas pour la pandémie VIH/SIDA où des parents trop tôt disparus n'ont pas le temps de transmettre leurs connaissances à leurs enfants. Mais elles peuvent être aussi endogènes, résultant d'inégalités dans l'acquisition des connaissances, des relations sociales, des biens de production qui contribuent à transmettre des capacités d'une génération à l'autre. La cohésion sociale se trouve alors directement atteinte par ces formes de transmission inéquitable et la durabilité sociale même du développement est remise en question.

On rencontre de telles situations, par exemple, en Côte d'Ivoire avec la partition du pays et en France, avec les révoltes dans les banlieues. On peut donc considérer que pour qu'un développement soit socialement durable, il doit assurer une répartition équitable des capacités au sein de chaque génération, actuelle comme future, et en même temps assurer que leur transmission aux générations à venir se fasse de manière équitable. Cette vision du développement durable demande cependant de savoir mesurer les capacités afin d'en évaluer les impacts.

L'INTÉRÊT D'UNE APPROCHE EN TERMES DE CAPABILITÉS

Selon Sen (2000), la capacité d'une personne exprime le fait qu'elle puisse réaliser quelque chose (comme se déplacer à bicyclette) ou atteindre un état donné (comme devenir médecin). Pour arriver à ces résultats, elle utilise des ressources diverses, sous la forme de biens, de services, d'actifs, de droits, qu'elle convertit en divers fonctionnements. Elle s'appuie sur ses propres spécificités et tient compte des opportunités, comme des contraintes, qu'engendre l'environnement social dans lequel elle vit. Une première condition est donc d'assurer un accès aux ressources, biens et services, qui sont nécessaires pour pouvoir fonctionner. Cet aspect d'accessibilité est développé par Sen (1981) dans son analyse des famines où il montre comment l'absence de telles 'capacités d'accès' rend les gens incapables de se procurer de la nourriture, si bien que la famine s'accroît alors que les greniers sont pleins.

Une fois l'accès aux ressources acquis, c'est par l'utilisation de ces ressources que la personne peut accomplir un certain nombre de fonctionnements (Sen parle de conversion des ressources en fonctionnements).

Ces fonctionnements, dits réalisés, expriment ce que la personne peut effectivement faire. En combinant divers fonctionnements, elle devient capable de réaliser des choses, d'atteindre certains états et de devenir ce qu'elle souhaite. La capacité d'une personne résulte donc de la combinaison des différents fonctionnements.

On doit cependant remarquer que le fait d'être capable ne retrace pas uniquement ce que l'on peut effectivement réaliser à travers divers fonctionnements, mais aussi ce que l'on pourrait réaliser si le contexte venait à changer. Autrement dit, au sein même de la notion de capacité, on doit distinguer ce qui concerne les fonctionnements réalisés, et ce qui concerne la capacité potentielle, c'est-à-dire ce qu'une personne serait capable de faire dans d'autres circonstances, en s'appuyant sur sa capacité à choisir parmi différentes réalisations possibles.

On introduit, de ce fait, une notion de liberté de choix au sein d'un ensemble de réalisations. D'où la tendance à considérer cette capacité potentielle comme une liberté d'accomplissement de ce qu'une personne souhaiterait faire ou devenir (recevoir une éducation, trouver un emploi, ou participer à la vie sociale, etc.).

L'approche par les capacités permet ainsi d'élargir la finalité de l'analyse économique en mettant l'accent, au-delà de besoins exprimés en termes de consommation ou d'accumulation de biens, sur les capacités d'action et la liberté des personnes. Elle dépasse la vision d'une économie fondée sur la seule gestion de ressources, biens et services, pour

penser à une économie qui met l'accent sur les personnes avec l'idée de les rendre plus à même (ou capables) de réaliser les choix de vie qu'elles souhaitent, soit pour elles-mêmes, soit pour et avec les autres.

Dans ce cadre, le développement vise à un accomplissement humain en offrant la possibilité de choisir parmi différentes situations de vie. Autrement dit, œuvrer pour le développement signifie permettre aux individus (à soi-même et à autrui) d'accroître le champ de leurs possibilités, de leurs libertés.

Cette vision est reprise par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans ses rapports annuels sur le développement humain.

Mais, à côté du renforcement des capacités, la question de la durabilité sociale du développement soulève surtout la question de l'équité dans la distribution de ces capacités au sein d'une même génération ou entre générations différentes. Sen (1980) montre dans un article célèbre intitulé « quelle égalité ? » que l'égalité de capacités est un critère de justice essentiel. Il permet, en s'appuyant sur la théorie de la justice de Rawls, d'établir une hiérarchie (le *leximin*) où l'égalité pour tous est le principe premier, puis l'équité en faveur des plus pauvres et des plus vulnérables le principe second, et enfin l'efficacité dans la recherche de bien-être, le troisième principe.

Ces avancées sur la mesure des libertés ouvrent des voies nouvelles dans l'interprétation de la pauvreté et des inégalités qui sont alors perçues comme une privation ou une inégalité dans l'accès à certaines libertés.

Le développement socialement durable pose alors la question de la transmission équitable de ces libertés aux générations futures.

On voit ainsi que l'approche par les capacités permet d'aborder le problème de la durabilité sociale du développement sous un angle nouveau. C'est la mise en œuvre de politiques promouvant ou transmettant de manière équitable des capacités, dans leur double aspect de fonctionnements et de libertés pour la génération actuelle et pour celles à venir, qui assure une durabilité sociale au développement. L'évaluation de telles politiques passe naturellement par la mise au point de méthodologies spécifiques qui permettent de mesurer ces capacités. Et, dans ce domaine, il reste encore fort à faire.

BIBLIOGRAPHIE :

Ballet J., Dubois J-L., Mahieu, F-R. (2005), « L'autre développement ; le développement socialement soutenable », L'Harmattan, Paris.

CMED (1989), « Notre avenir à tous », Montréal, Editions du Fleuve.

Razakatiana S. et Rajaona Daka K. (2008), « Quel développement pour le développement durable », *Qualitique* n°195, mars 2008.

Sen A.K. (1980), « Quelle inégalité ? », in *Ethique et économie. Et autres essais*, Paris, PUF 1993.

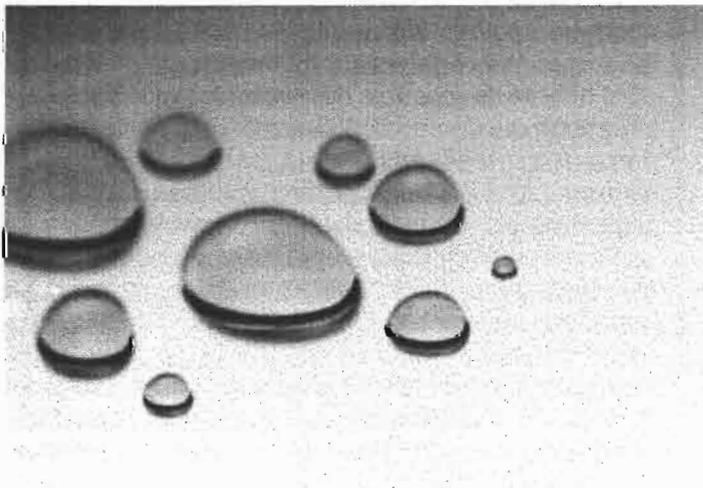
Sen A.K., (1981), « Poverty and Famines. An essay on Entitlement and Deprivation », Oxford, Clarendon Press.

Sen A.K. (2000), « The Ends and Means of Sustainability », *Keynote Address at the International Conference on Transition to Sustainability, 15 May 2000, Tokyo.*

KAREN RAJAONA DAKA,
Doctorante en sciences économiques, C3ED,
Université de Versailles Saint Quentin-en-Yvelines
karen-rajaona@yahoo.fr

JEAN-LUC DUBOIS,
Directeur de recherche IRD, C3ED, Université de
Versailles Saint Quentin-en-Yvelines

Responsabilité Sociétale : Vos Activités sont-elles Transparentes ?



Une nouvelle réalité du Risque

Une demande croissante exige des Comités de Direction l'adoption d'un comportement plus responsable, transparent et redevable de leurs actes. Maîtriser cette nouvelle vision du risque, tout en garantissant des résultats opérationnels solides, impose de rester à la pointe de tous les aspects de la Responsabilité Sociétale.

Le Moyen de Répondre aux Attentes

Pour mieux répondre aux attentes des parties intéressées les entreprises leader ont bien compris l'importance d'une prise en compte globale des questions sociétales, éthiques et de gouvernance.

DNV, Solutions en Management des Risques

Impliquée depuis de nombreuses années dans le développement des concepts et méthodologies composant la Responsabilité Sociétale, DNV propose un éventail complet de services qui vous aident à démontrer vos engagements en matière de Responsabilité Sociétale.

- Vérification du Rapport de Développement Durable
- Évaluation de la Gouvernance d'Entreprise
- Évaluation de la Responsabilité Sociétale
- Profil de Résistance à la Fraude & la Corruption
- Évaluation Éthique de la Chaîne d'Approvisionnement.



Contactez-nous :
04 78 90 91 40

www.dnv.fr

MANAGING RISK



Qualitique

LA CULTURE MANAGÉRIALE DU XXI^{ÈME} SIÈCLE. BUSINESS ETHICS

NOVEMBRE 2008 N°202

Ethique

Développement durable

Responsabilité sociale

Responsabilité sociétale



Le développement socialement durable

ISSN0767-9432



Damien BAZIN,

Le développement socialement durable, un élément de réponse nouveau ...

Page 6



ENQUÊTE :

Les pratiques QSE et développement durable en France

Page 9